

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro 32382C du rôle
Inscrit le 26 avril 2013

Audience publique du 14 novembre 2013

**Appel formé par le syndicat des copropriétaires de la résidence
«...», ...,
contre un jugement du tribunal administratif
du 18 mars 2013 (n° 30030 du rôle)
en présence de l'établissement public Entreprise des Postes et
Télécommunications, Luxembourg,
en matière d'établissements classés**

Vu la requête d'appel, inscrite sous le numéro 32382C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 26 avril 2013 par Maître Pierre ELVINGER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom du syndicat des copropriétaires de la résidence «...», sise à L-..., représenté par son syndic, la société ... S.A., établie à L-..., représentée par son conseil d'administration, dirigée contre le jugement rendu par le tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg le 18 mars 2013 (n° 30030 du rôle), ayant déclaré irrecevable son recours en réformation dirigé contre l'arrêté du ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures du 28 décembre 2011 portant le N° ..., autorisant l'Entreprise des Postes et Télécommunications de modifier, d'installer et d'exploiter, dans la commune de ..., Section ... de ..., n° cadastral ..., sur la toiture de l'immeuble «...», un ensemble de six émetteurs d'ondes magnétiques;

Vu l'exploit de l'huissier de justice Josiane GLODEN, demeurant à Esch-sur-Alzette, du 22 mai 2013, portant signification de cette requête d'appel à l'établissement public Entreprise des Postes et Télécommunications, ayant son siège à L-2020 Luxembourg, 8A, avenue Monterey, représenté par son comité de direction;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 21 juin 2013 par Maître Georges KRIEGER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de l'Entreprise des Postes et Télécommunications;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 23 septembre 2013 par Maître Pierre ELVINGER au nom de la partie appelante;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe de la Cour administrative le 22 octobre 2013 par Maître Georges KRIEGER au nom de l'Entreprise des Postes et Télécommunications;

Vu les pièces versées au dossier et notamment le jugement entrepris;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Anouk LOESCH, en remplacement de Maître Pierre ELVINGER, et Maître Maxime FLORIMOND, en remplacement de Maître Georges KRIEGER, en leurs plaidoiries à l'audience publique du 5 novembre 2013.

A la suite d'une demande de modification de l'exploitation du site d'émetteurs d'ondes électromagnétiques situé dans la commune de ..., sur un terrain portant le numéro cadastral ..., Section ... de ..., introduite conformément à l'article 6 de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, datant du 31 octobre 2005 mais erronément référencée comme datant du 31 octobre 2010 par le ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures, par l'entreprise des Postes et Télécommunications, ci-après «l'Entreprise des P et T», ledit ministre lui accorda, suivant arrêté du 28 décembre 2011, l'autorisation de modifier, d'installer et d'exploiter dans la commune de ..., Section ... de ..., n° cadastral ..., sur la toiture de l'immeuble «...», un ensemble de six émetteurs d'ondes magnétiques selon les conditions et modalités prévues dans ledit arrêté.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 16 mars 2012, le syndicat des copropriétaires de la résidence «...», ci-après désigné par «le syndicat des copropriétaires», fit introduire un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation de l'arrêté précité du 28 décembre 2011.

Tant l'Entreprise des P&T que le délégué du gouvernement ayant conclu à l'irrecevabilité du recours dans la mesure où il avait été introduit par le syndicat des copropriétaires sans que la preuve de l'existence d'une décision de l'assemblée générale des copropriétaires ne fût rapportée, décision exigée par l'article 14, alinéa 5, de la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis, qui dispose que le syndic ne peut intenter une action en justice au nom du syndicat sans y avoir été autorisé par une décision de l'assemblée générale, sauf lorsqu'il s'agit d'une action en recouvrement de créance même par voie d'exécution forcée ou lorsqu'il y a urgence ne permettant pas la convocation d'une assemblée générale dans les délais ou lorsqu'il s'agit d'assurer l'observation et l'exécution du règlement de copropriété, le tribunal, par

jugement du 18 mars 2013, constatant qu'une telle autorisation n'avait pas été versée, déclara le recours irrecevable faute de qualité à agir dans le chef du syndic ayant introduit le recours sous examen au nom du syndicat des copropriétaires. Pour ce faire, il souligna que le recours dont il était saisi ne pouvait être assimilé à aucun des cas pour lesquels la disposition légale précitée dispense le syndic d'une telle autorisation par l'assemblée générale des copropriétaires.

Par requête déposée le 26 avril 2013 au greffe de la Cour administrative, le syndicat des copropriétaires, représenté par son syndic, a déclaré relever appel du jugement du 18 mars 2013. Dans l'acte d'appel, en réponse à la motivation du jugement ayant constaté l'irrecevabilité du recours initial, le syndicat fait valoir que la décision de l'assemblée générale de la copropriété autorisant le syndic à ester en justice serait communiquée "*en temps utile*", formule répétée dans le mémoire en réplique. En fait, l'autorisation en question a été versée le 4 novembre 2013 au greffe de la Cour et elle date du 28 septembre 2013.

Le syndicat des copropriétaires estime que la production de cette autorisation n'est pas tardive, étant donné que l'habilitation à agir en justice peut être accordée au syndic après qu'il a engagé la procédure, pourvu qu'il obtienne l'autorisation en cours d'instance, et que l'autorisation en question peut même être produite pour la première fois en instance d'appel.

La Cour ne saurait suivre ce raisonnement. Il est vrai qu'une autorisation d'ester en justice à délivrer par l'organe habilité à prendre des décisions au nom de certaines personnes morales, comme un syndicat de copropriété qui, en vertu de l'article 14, paragraphe 5, de la loi modifiée du 16 mai 1975 portant statut de la copropriété des immeubles bâtis, n'a pas besoin d'être prise préalablement à l'introduction de l'instance et il suffit que cette autorisation existe et soit versée à la juridiction saisie au plus tard au moment de la prise en délibéré de l'affaire (v. Cour adm. 18 mai 2000, Pas. adm. 2012, V° Procédure contentieuse, n° 144, ainsi que la jurisprudence constante en la matière y citée). Il est vrai, encore, qu'une nouvelle autorisation n'a pas besoin d'être sollicitée et versée en instance d'appel, étant donné qu'il y a lieu d'admettre que l'autorisation a été conférée pour agir en justice en vue d'obtenir gain de cause et qu'en cas d'échec de la demande en première instance, on peut estimer que l'autorisation couvre implicitement l'exercice de la voie de recours ordinaire qu'est l'appel (v. par analogie Cour adm. 19 mai 2009 et 6 décembre 2011, Pas. adm., *loc. cit.*, n° 803), mais ceci ne dispense pas une personne morale ayant besoin d'une autorisation d'ester en justice de justifier de cette autorisation dès la prise en délibéré de l'affaire en première instance.

En décider le contraire serait de nature à aboutir, au cas où le juge de première instance accueille – à bon droit, comme dans le cas d'espèce – le moyen d'irrecevabilité tiré du défaut d'autorisation d'ester en justice et ne procède dès lors pas à un examen du litige au fond, à priver les parties défenderesses, par l'incurie ou la négligence de la partie demanderesse, du double degré de juridiction auquel elles ont normalement droit, ce qui constituerait une lésion inacceptable de leurs droits de la défense.

Il s'ensuit que les premiers juges ont à bon droit déclaré irrecevable le recours initial et que leur jugement est partant à confirmer.

Eu égard à l'issue du litige, la demande en allocation d'une indemnité de procédure de 5.000 € pour la première instance et pour un montant identique en instance d'appel, est à rejeter. La demande parallèle en allocation d'une indemnité de procédure portant sur les mêmes montants formulée par l'Entreprise des P et T est également à rejeter, les conditions de l'article 33 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives, auquel renvoie l'article 54 de la même loi, n'étant pas remplies.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties,

reçoit l'appel en la forme,

au fond, le déclare non justifié et en déboute,

partant confirme le jugement du 18 mars 2013,

condamne l'appelant aux dépens de l'instance d'appel,

rejette les demandes en allocation d'indemnités de procédure formulées par la partie appelante et l'Entreprise des P et T respectivement.

Ainsi délibéré et jugé par :

Georges RAVARANI, président,
Francis DELAPORTE, vice-président,
Serge SCHROEDER, premier conseiller,

et lu par le président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en-tête, en présence du greffier en chef de la Cour Erny MAY.

s. MAY

s. RAVARANI

Reproduction certifiée conforme à l'original.

Luxembourg, le 22 novembre 2016

Le greffier en chef de la Cour administrative